Une offensive pacifiste contre la défense nationale : réponse à la brochure : "Soll die Schweiz militarisiert werden?" [suite]

Autor(en): **Vallière, P. de**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **91 (1946)**

Heft 9

PDF erstellt am: **20.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-342338

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Une offensive pacifiste contre la défense nationale

Réponse à la brochure : *Soll die Schweiz militarisiert werden ?*

V

Révélations d'Augur et du général Saletta sur les projets allemands et italiens d'invasion de la France par le territoire suisse. — Inquiétude suisse. — Réactions de l'opinion française et anglaise.

En novembre 1933, afin de calmer l'opinion suisse, irritée par des incidents de frontière répétés et par le ton violent, provoquant même, de la presse d'Outre-Rhin, le conseiller fédéral Motta prononça un discours au Conseil national sur l'état de nos relations avec l'Allemagne. Il avait obtenu des assurances formelles de nature à rassurer notre peuple sur les intentions de nos voisins du nord. MM. von Neurath et Gœbbels affirmèrent catégoriquement, à Genève, que la doctrine du pangermanisme n'était pas dirigée contre nous, et que le Reich tenait essentiellement au maintien des bons rapports avec la Confédération. Ils désavouèrent les manifestations inamicales pour la Suisse. Mais la méfiance persista, entretenue par les bruits d'annexion à la Grande Allemagne de régions de la Suisse, de la Hollande, de la Belgique, du Danemark. L'agence

Wolff démentait le 27 septembre 1933 ces bruits, qualifiés de « propagande hostile et mensongère ». La dépêche de l'agence s'élevait contre cette imputation de projets annexionnistes : « La direction centrale du parti national-socialiste tient à relever qu'aucune personne ne pense à porter atteinte à l'indépendance d'autres Etats. »

Une nouvelle cause d'inquiétude vint alors ranimer le débat et détruire les illusions qu'entretenaient en Suisse, et dans l'Europe entière, les travaux chimériques de la « Commission de désarmement », siégeant à Genève, sous la présidence du travailliste anglais Henderson. Un journaliste anglais qui signait « Augur », pour cacher son vrai nom bien anglais de Poliakoff, révélait l'existence, à Berlin, d'un plan d'invasion de la France en passant par la Suisse. Les forteresses belges et les fortifications françaises du Nord-Est (ligne Maginot) engageaient tout naturellement l'état-major allemand à chercher une autre région de passage. Le Jura suisse s'offrait comme unique possibilité. La marche par la Suisse ouvrait la perspective d'une pénétration au cœur de la France. La défection de la Russie obligeait les chefs de la Reichswehr à favoriser la « variante suisse ». Leur meilleure chance était de frapper avant que ses voisins soient alarmés. L'élément surprise jouait un rôle prépondérant dans les combinaisons des généraux de la revanche, qui possédaient des méthodes de guerre inédites et des moyens techniques nouveaux. Dès la déclaration de guerre, avant celle-ci au besoin, ces moyens devaient leur assurer l'avantage stratégique initial sur un adversaire qui ne s'était pas encore libéré des conceptions périmées de la dernière guerre.

L'offensive éclair contre la France, disait Augur, s'impose impérieusement. Le plan d'invasion par le territoire suisse présente des avantages tels qu'il doit être pris au sérieux, malgré les objections de ceux qui croient pouvoir parer à une menace en refusant d'y croire. Augur se montrait résolument défaitiste en parlant des possibilités de résistance de l'armée

suisse. Il juge ses moyens très faibles ; d'après lui, l'état-major allemand était persuadé qu'il pourrait, par une concentration rapide et une attaque foudroyante, empêcher la mobilisation dans les cantons voisins du Rhin, et paralyser les services publics, chemins de fer, centrales électriques, téléphone, télégraphe, par l'intervention d'agents et de colonnes de destruction opérant selon un plan bien établi.

D'autres révélations, répandues par la presse étrangère, loin de décourager la volonté de défense, contribuèrent plutôt à la renforcer en ouvrant les yeux sur les dangers qui nous menaçaient. Les mesures prises par les autorités pour mettre notre pays à l'abri d'un coup de main, s'en trouvèrent grandement facilitées. Le peuple les accepta sans rechigner.

Le lieut.-colonel Fœrster, directeur des archives du Reich, publia, la même année 1933, un document qui fit impression en Suisse et accéléra aussi, la préparation militaire. Il s'agissait du mémoire que le chef de l'état-major italien, général Saletta avait adressé, en 1899, au chef de l'état-major allemand, comte Schlieffen. Le général Saletta y développait un projet de traversée de la Suisse pour prendre à revers le front français des Alpes : « Si on se décide à violer la neutralité suisse, l'attaque du front alpin devient possible. On pourrait pénétrer en Savoie par le Simplon ou mieux par le Grand Saint-Bernard et, par le col du Bonhomme, se réunir aux troupes qui arriveraient par le col de la Seigne, et ainsi tourner par la gauche la ligne de défense française marquée par les places d'Albertville et Grenoble. Arrivée en Savoie, cette armée pourrait, suivant la situation, soit par une conversion à gauche, prendre à revers la ligne française, soit établir sa liaison avec l'armée allemande. »

Le général Saletta examine la question de la neutralité suisse. Il croit que devant la menace, la Suisse cédera. « Bien que la milice suisse soit brave et bien organisée, elle ne pourrait pas résister, à la fois, sur les deux frontières allemande et italienne. Il est bon de rappeler que l'Italie faisait alors partie de la triple alliance avec l'Allemagne et l'Autriche.

La proposition Saletta de violer la Suisse fut écartée par le comte Schlieffen, ainsi que par son successeur Moltke II, le chef d'état-major de Guillaume II. Moltke répondit en 1912, au moment de renouveler la Triplice, à propos de la neutralité suisse : « J'ai la conviction que non seulement la Suisse gardera la plus stricte neutralité, mais encore qu'elle saura la défendre par la force. Je considère comme impossible que les troupes françaises puissent la traverser sans avoir à lutter contre son armée qui représente un *facteur sérieux.* »

Cette allusion à une violation du territoire suisse par les Français se rapporte à un passage du mémoire de Saletta qui justifiait l'occupation de la Suisse par les Italiens, comme mesure préventive pour devancer « la France qui, elle aussi, a intérêt à occuper un pays placé entre ses deux adversaires (Italie et Allemagne), ce qui lui permettrait de tourner la ligne du Rhin et de prendre à revers les forteresses italiennes ». Et il ajoute : « Ce sera un avantage considérable pour celui des deux adversaires qui obtiendra le droit de passer par la Suisse, ou qui le prendra de force. »

Le cynisme de ces révélations, le manque de scrupules avec lequel un chef d'état-major d'une armée voisine préméditait l'invasion de notre pays, en 1899, donnait à réfléchir, en 1933, à un moment où l'Allemagne et l'Italie se trouvaient de nouveau alliées.

Les explications du général de Moltke nous montrent combien il est important pour la défense de notre indépendance et le maintien de notre neutralité que tous nos voisins aient confiance dans notre armée, qu'ils la considèrent comme un « facteur sérieux ».

Les discussions sur les aspects probables de la guerre prochaine continuaient à remplir les journaux. La presse anglaise et française ne cessait de dénoncer les armements du Reich. Un journal suédois, le *Dagens Nyheter*, conjurait la France « dont la cause est celle de la civilisation occidentale », d'augmenter sa puissance militaire pour déjouer les projets du

régime hitlérien » aussi dangereux que celui des soviets, « tandis que l'Allemagne prétendait exiger de la France qu'elle réduise son budget militaire.

Les articles d'Augur, lancés par le *Times*, avaient retenti comme un tocsin d'alarme en Europe. L'*Action française* déclarait le 10 octobre 1933 que la France devait compter avec la possibilité d'être amenée à défendre la neutralité suisse sur le Rhin. Dans le *Sunday Times* du 24 septembre, M. Wickham Steed avait partagé les vues d'Augur. Il révélait une confidence que lui avait faite lord Cavan, maréchal, chef de l'état-major général anglais, en 1917. D'après ce dernier, le véritable objectif de l'armée austro-allemande, lors de la rupture du front italien à Caporetto, avait été Lyon. Augur, en prêtant à l'état-major allemand, en 1933, l'intention d'atteindre Lyon, cette fois-ci par la Suisse, le long du Jura, jusqu'à Genève, restait logiquement vraisemblable. Il existe un précédent dans l'histoire des guerres européennes : les Autrichiens et les Russes de Schwarzenberg, en 1813, entrèrent en France par cette voie-là, de Bâle à Genève. C'est à Genève que s'ouvre la porte de la France centrale et méridionale, elle mène à Lyon, objectif principal, centre industriel de la fabrication de guerre. Une bataille près de Lyon, voilà le but de la campagne. La résistance française sur le Rhin s'en trouverait affaiblie, et les mouvements derrière le front des Alpes paralysés, les communications, avec l'Afrique française menacées. L'Italie ne pourrait alors plus refuser de marcher avec l'Allemagne. Paris serait pris à rebours. Toutes raisons qui invitent M. Wickham Steed à conclure : « C'est pourquoi j'incline à considérer plus sérieusement que je ne l'ai jamais fait, les craintes de la Suisse à l'égard du plan stratégique allemand ayant Lyon comme objectif. »

Il y a dans le plan dévoilé par Augur, des considérations qui ont conservé leur vraisemblance, des hypothèses et des situations stratégiques qui auraient pu devenir des réalités, si la Suisse avait été la victime de l'agression annoncée avec tant

de certitude par le correspondant du *Times*. Les remarques suivantes d'Augur sont intéressantes à relever :

1. Les usines d'armes et de munitions suisses sont dans le Nord, et peuvent être enlevées par les Allemands ou détruites en une seule nuit.

2. L'armée suisse ne pouvant s'exposer au risque d'une défaite décisive dès le premier jour, devrait se retirer dans les montagnes de la Suisse centrale, où elle se trouverait coupée de la France ; ses lignes de communication intérieures seraient à la merci de l'Italie.

3. Les femmes et les enfants des soldats des unités de la Suisse du Nord resteraient dans les mains des Allemands comme otages, ce qui réduirait l'ardeur des troupes.

Ainsi ce plan impliquait la certitude que l'agresseur se serait rendu maître, sans coup férir, des plaines de la Suisse du Nord. Cette façon par trop simpliste d'échafauder un plan de campagne sur l'inertie et la non-préparation absolue d'un adversaire aveugle, mal renseigné, abattu dès le premier choc, dépourvu d'armes modernes, souleva en Suisse et dans les milieux militaires étrangers de nouvelles et vigoureuses ripostes. En Suisse, le mécontentement et l'impression humiliante causée par cette sous-estimation de nos possibilités et de notre esprit de défense, et de la valeur de nos institutions militaires, se manifesta aussitôt par un renforcement important de la préparation à la guerre, et par le vote, aux Chambres fédérales, de crédits considérables pour l'équipement technique de l'armée.

L'affirmation d'Augur (voir plus haut, chiffre 2), que l'armée suisse, plutôt que de risquer une défaite décisive dès le premier jour, se réfugierait dans les Alpes centrales, renferme une part de vérité, en ce sens qu'elle prévoit l'idée du Réduit national, réalisée en juin 1940, par le général Guisan. Mais Augur ne croit pas à la résistance, ni à la frontière, ni sur le plateau suisse, abandonnés sans défense à l'envahisseur, ce qui est contredit par tous les enseignements de notre histoire.

Le facteur psychologique mentionné au chiffre 3 pourrait jouer un rôle démoralisant sur des troupes mal préparées à leur devoir. Mais toute guerre comporte une séparation brutale entre le soldat et sa famille, séparation rendue plus dure par l'occupation étrangère et l'absence de nouvelles. En 1916, l'armée serbe réfugiée à Corfou a vaincu le découragement et a reconquis son pays, après deux ans de séparation et de luttes.

A Genève, où les pacifistes s'attachaient obstinément à discuter les conclusions du plan Macdonald de réduction des armements, sans se laisser troubler par les avertissements d'Augur, on persistait à ignorer la menace allemande. « La ville de la Société des Nations était-elle destinée, remarquait le *Times*, à devenir — suprême ironie — le but d'une invasion bottée qui briserait l'idée même du pacte des nations ? »

Le *Journal de Genève*, faisait entendre la voix de la raison, en contradiction avec l'optimisme imperturbable de M. Paul-Boncour, de lord Robert Cecil et d'autres délégués à la commission de désarmement. Un examen approfondi de la situation militaire de la Suisse lui inspirait des réflexions pleines d'à-propos. Le *Journal de Genève* ne se dissimulait aucunement qu'un conflit international nous mettrait dans une situation beaucoup plus exposée qu'en 1914. Il paraissait vraisemblable que le commandement allemand n'hésiterait pas sur la direction à prendre : entre la frontière fortifiée de Belgique et du Nord-Est de la France et la frontière suisse, encore dépourvue d'ouvrages fortifiés, il sera tenté de choisir la porte ouverte tant que nous ne l'aurons pas fermée. Sans prendre les choses au tragique, nous ne devons pas, non plus, affecter de les prendre à la légère, et, tout en gardant notre sang-froid, il nous faut envisager avec courage les conséquences d'ordre pratique qui découlent de la nouvelle situation.

La conclusion du *Journal de Genève* exprimait très justement la pensée de tous les Suisses conscients des dangers réels auxquels notre pays était exposé : « Le seul fait qu'on discute, en certains milieux, d'une violation éventuelle de la

neutralité helvétique, démontre la nécessité du maintien d'une forte défense nationale. En 1914, personne n'a touché à la Suisse parce qu'aucun des belligérants n'a estimé que l'autre y toucherait, notre armée étant suffisante pour couvrir le flanc de chaque armée en état de guerre. En 1933, toutes les précautions doivent être prises pour que cette situation subsiste : autrement dit, il faut donner à l'excellente troupe que nous possédons le matériel qui lui manque encore pour inspirer à tous une parfaite confiance dans la solidité de sa résistance. » (27 novembre 1933.)

Dans la *Gazette de Lausanne* du 29 novembre, M. Jean Nicollier s'en prenait vertement aux discoureurs suisses inopportuns qui, à Genève, faisaient chorus avec les déclarations chimériques des pacifistes à tout prix. A les laisser pérorer, il deviendra difficile de placer l'opinion helvétique en face de la réalité toute nue. Il dénonçait la manie oratoire d'une conférence agonisante et vaine qui nuisait à notre sécurité militaire : « Ce n'est pas en conférant du crédit à des rêves humanitaires louables, certes, mais cruellement démentis par les faits, que nous persuaderons l'opinion suisse qu'il faut, plus que jamais, veiller et s'armer pour la protection de notre territoire. »

L'opinion suisse, alertée et décidée à l'action, était consciente que tout retard dans le renforcement de notre armement pouvait nous coûter cher. M. Minger, chef du Département militaire fédéral, de toute son énergie, avec une remarquable continuité de vues, demandait et obtenait les crédits massifs nécessaires au renforcement urgent de notre matériel de guerre.

Le *Journal des Débats*, de Paris, commentait avec éloges les discours de M. Minger au Conseil national, soulignant les passages par lesquels notre ministre de la défense démontrait que le meilleur moyen d'empêcher l'exécution de projets militaires contre la Suisse était de montrer notre valeur combattive et d'avoir une armée aussi bien outillée et instruite que possible.

Le *Journal des Débats* ajoutait : « Il est regrettable que nos ministres ne s'inspirent pas dans leur action politique d'une vérité qui est aussi exacte pour la France que pour la Suisse. »

C'était l'heure où la France semblait s'abandonner aux rhéteurs et aux philosophes du désarmement moral. Le pacifisme devenait une arme électorale aux mains de sectaires et de politiciens sans scrupules et sans idéal, qui prenaient leur mot d'ordre à l'étranger, à Berlin et à Moscou. Ces idées meurtrières allaient trouver leur point d'appui dans le gouvernement du « front populaire », instrument de la défaite et de l'effondrement de 1940.

Une partie de la presse française, cependant, suivait avec attention les préparatifs militaires de la Suisse et de la Belgique. Le *Figaro* du 13 octobre 1933 intitulait un article sur la situation internationale : *Suisse et Belgique donnent l'exemple. La France ne le suivra-t-elle pas ?*

Dans *Paris Soir*, M. Sauerwein, envoyé spécial en Suisse, écrivait : « Nous considérons l'armée helvétique comme une force qui ne peut nous être hostile et qui, au contraire, couvre notre flanc gauche et, éventuellement, combattrait automatiquement à nos côtés. C'est la ligne du Rhin que la Suisse devrait garnir de forteresses légères... On le lui suggère de différents côtés. En tous cas les crédits qu'elle vote pour sa défense sont importants... Et l'on sait que le soldat suisse étant le mieux entraîné du monde, il peut faire des merveilles une fois pourvu du meilleur matériel moderne. »

Le *Petit Parisien* et le *Journal* relevaient la volonté non équivoque de la Suisse de défendre son territoire et la félicitaient de la sagesse prévoyante dont elle donnait la preuve, en face des menaces allemandes. « Un mauvais coup des hitlériens se heurterait à une résistance opiniâtre. Quiconque élève, à ce sujet, le moindre doute se trompe lourdement. »

Le général français Marjoulet, dans l'*Eclaireur de Nice*, le 4 décembre, examinait l'éventualité d'une invasion allemande de la France par la Suisse. « Il n'est pas douteux, écrivait-il,

qu'une agression allemande rencontrerait en Suisse, sur sa route ou sur son flanc gauche, les forces non méprisables de l'armée helvétique, dont la résistance ou la contre-offensive sur un terrain qu'elle connaît bien — le sien — ne saurait être sous-estimée. »

De son côté, le général Debeney, ancien chef d'état-major de l'armée française, n'hésitait pas à considérer, dans la *Revue des Deux Mondes*, que l'invasion de la Suisse offrirait de grosses difficultés à qui voudrait la tenter.

L'inquiétude suisse se traduisait par un intérêt grandissant pour les questions touchant la défense nationale, et par une opposition de plus en plus accentuée à la propagande nazie. La Suisse alémanique réagissait avec vigueur. La *Neue Zürcher Zeitung* donnait à entendre que, de Bismarck à Bethmann-Hollweg, aucun chef ou ministre allemand n'avait osé toucher au destin des Suisses alémaniques, mais qu'aujourd'hui, toutes les manifestations écrites ou orales étant contrôlées en Allemagne, elles prenaient un caractère officiel qui exprimait la doctrine de l'Etat. « Nous nous sentons offensés, lorsque l'on affirme que les Suisses allemands sont Allemands. La mystique pangermanique n'a rien à voir à l'intérieur de nos frontières que nous avons protégées pendant la guerre de 1914-18. »

Mais on sentait aussi dans le cœur du peuple, que la ferme attitude de la Suisse ne dispensait pas l'Europe, et, en premier lieu la France, de veiller et d'agir à temps. Aussi la déception causée par l'impréparation de nos voisins de l'Ouest fut très vive en 1940.

Nous verrons comment, sous l'impulsion courageuse de M. Minger et des chefs de notre armée, la Suisse, pendant les années de veillée des armes, put résoudre les problèmes de sa préparation à la guerre et réussit à sauvegarder son intégrité territoriale et son indépendance.

Major P. DE VALLIÈRE.

(A suivre.)